

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Sommaire	XIII

ÉTUDES

À la recherche de la légitimité démocratique de l'union européenne: entre parlementarisation avancée et citoyenneté inachevée (1972-2022) PAR Didier BLANC	3
I. La parlementarisation de l'Union	11
A. La parlementarisation avancée des fonctions	12
B. Une européanisation parlementaire à peine engagée	17
II. La citoyenneté politique dans l'Union	26
A. Les paradoxes de la citoyenneté politique européenne	26
B. La confusion dommageable avec la citoyenneté domestique	35
Dédoublement fonctionnel et responsabilité politique de l'exécutif dans les États membres de l'Union européenne PAR Jacques ZILLER	45
I. Dédoublement fonctionnel et fédéralisme européen	48
A. Les institutions de l'Union à la lumière de la théorie du dédoublement fonctionnel de Georges Scelle	48
B. Le dédoublement fonctionnel et le renforcement du rôle de l'exécutif national	51
II. La diminution de la lisibilité de l'action politique des exécutifs nationaux	59
A. Dédoublement fonctionnel et piège de la décision conjointe	59
B. La sectorisation de la formulation des politiques	61

C. La réduction de l'autonomie de l'exécutif	65
Conclusion	66
Les violations de l'état de droit dans L'UE: le droit suffira-t-il?	
PAR Melchior WATHELET	69
I. Primauté du droit européen	69
II. Les valeurs de l'article 2 TUE	73
A. En Pologne	74
B. En Hongrie	76
III. Quels remèdes à ces violations? Le droit suffira-t-il?	77
A. La Cour de justice	77
B. La décision politique	78
C. L'argent	79
Conclusion	82

CHRONIQUES

Parlement européen

PAR Laetitia GUILLOUD-COLLIAT	
AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Cassandra PAULET, Lencka POPRAVKA	
ET Ludovica ROBUSTELLI	91
I. Vie institutionnelle de l'Union européenne: vers plus de démocratie	91
A. Le renforcement de la transparence dans l'Union européenne	91
B. Le déroulement de la conférence sur l'avenir de l'Europe	92
C. Les autres questions adoptées par le Parlement européen	92
II. Questions financières et budgétaires	93
A. La compétitivité européenne	93
B. Les priorités dans l'utilisation des fonds de relance en matière financière	95
C. Les décisions accordant la décharge budgétaire	97
III. Environnement, santé, protection des consommateurs: une Union plus protectrice	99
A. Le renforcement de l'action environnementale de l'Union européenne	99

B. Le développement des actions en matière de santé dans le contexte de l'épidémie de Covid-19	102
IV. Une activité législative limitée en matière économique et sociale	103
A. Union économique et monétaire (UEM): une année marquée par la prédominance de l'euro	103
B. Une volonté politique claire en matière de politique sociale et de cohésion	104
C. Une année en demi-teinte en matière de marché intérieur	105
V. Espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ), une activité législative marquée par de grandes ambitions	106
A. Des avancées pour la cybersécurité et la lutte contre le terrorisme	106
B. Une année dense d'activités pour le Parlement au cœur de l'ELSJ	107
VI. Une année importante du Parlement dans les autres politiques internes	111
A. Une fin d'année marquée par l'adoption de la nouvelle PAC	111
B. Un bilan mesuré en matière de pêche	112
C. Transport et tourisme	113
D. L'industrie et la recherche sous le signe de l'approche stratégique	115
E. Culture et éducation, une année entre programmation et stratégie pour le Parlement	116
VII. L'activisme notable du Parlement européen concernant l'action extérieure	117
A. Les tentatives d'influence du Parlement européen sur les domaines PESC	117
B. Une activité limitée dans le domaine des relations extérieures hors PESC	119
Actualités des institutions de l'UE	
SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI	123
I. Dynamiques institutionnelles	123
A. Le Conseil européen	123
B. Le Conseil de l'Union: les présidences	128
II. Conduite des politiques de l'Union	143
A. Les Conseils et le numérique	143
B. L'action extérieure	150

Commission européenne

PAR Claude BLUMANN	159
I. Le programme de travail pour 2021 de la Commission	160
II. L'institution sous le regard de la Cour de justice	166
A. Jurisprudence du Tribunal	166
B. Jurisprudence de la Cour de justice	174

Contentieux du droit de l'Union européenne

PAR Paolo IANNUCELLI ET Jonathan WILDEMEERSCH	
SOUS LA COORDINATION DE Fabrice PICOD	179

PARTIE I. Recours en manquement

I. Recours en manquement – Recevabilité du recours – Délimitation de l'objet du litige	180
II. Recours en manquement – Somme forfaitaire et astreinte (article 260, paragraphe 3, TFUE)	181
III. Recours en manquement – Preuves nouvelles	183
IV. Recours en manquement – Mesures provisoires	183

PARTIE II. le recours en annulation et le pourvoi

I. Quand les actions climatiques se heurtent à l'exigence d'être individuellement concerné	188
A. Sur l'impact (ou l'absence d'impact) des droits fondamentaux sur l'évaluation de la qualité pour agir	189
B. De l'absence d'impact du droit à une protection juridictionnelle effective sur l'appréciation de la qualité pour agir	190
II. Le choix de l'interprétation souple de l'exigence d'« atteinte substantielle » en matière d'aides d'État	192
III. Le mécanisme d'admission préalable des pourvois	193
A. Historique et principes	194
B. Les modalités de fonctionnement du mécanisme	194
C. La première décision d'admission préalable des pourvois positive	195

Droits fondamentaux

SOUS LA DIRECTION DE Romain TINIÈRE

EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL,

Christophe MAUBERNARD ET Claire VIAL 197

I. Citoyenneté européenne, asile, immigration: les droits fondamentaux
à l'épreuve des catégories du droit de l'Union 198A. Les droits fondamentaux, paramètres paradoxaux
de la spécificité du statut de citoyen de l'UE par rapport
aux ressortissants de pays tiers 198B. Les droits fondamentaux, facteurs accentués d'enrichissement
du droit de la citoyenneté européenne 200C. Les droits fondamentaux, supports diversifiés
d'approfondissement des droits des demandeurs d'asile
et des migrants 203II. Les droits fondamentaux à l'heure du numérique:
une vigilance encore accrue de la part des institutions de l'Union 206

III. Confiance mutuelle et mandat d'arrêt européen 211

IV. Le respect de l'État de droit dans l'Union européenne:
entre fuite en avant de la Pologne et banalisation du contentieux 215V. La ferme garantie du principe de non-discrimination,
en particulier s'agissant de la religion 222**Espace de liberté, de sécurité et de justice**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Henri LABAYLE

SOUS LA COORDINATION DE Maïténa POELEMANS

ET AVEC LA PARTICIPATION DE Jacques BATCHO, ÉMILIE DESTOMBES,

Benoît DUPIN, Thomas DURAND, Elena LOFREDI,

Elena OSTROVSKAYA ET Maléna PIZZANELLI 227

I. Les politiques communes d'asile et d'immigration 227

A. L'actualité en matière d'asile 227

B. L'actualité en matière d'immigration 236

II. La coopération judiciaire civile 240

A. Les modifications législatives envisagées dans le domaine
de la coopération judiciaire en matière civile 240B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine
de la coopération judiciaire en matière civile 241

III. Coopération judiciaire en matière pénale 254

A. L'actualité législative: l'adoption du règlement 2021/784 du 29 avril 2021 sur la prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne	254
B. L'actualité jurisprudentielle	257
C. Rapport 2019 d'Eurojust	272
IV. La coopération policière et opérationnelle	274
A. Le rapport TE-SAT 2021	274
B. Le rapport sur la criminalité organisée et sérieuse d'Europol (SOCTA UE) 2021	280
C. La protection des données à caractère personnel dans l'ELSJ	287
 La politique étrangère et de sécurité commune	
PAR Catherine SCHNEIDER	309
I. La PESC, aspects institutionnels, normatifs et jurisprudentiels	309
A. Les représentants spéciaux toujours au cœur du débat de la représentation internationale de l'UE	309
B. Un activisme de l'Union en matière de sanctions toujours aussi probant	312
C. La PESC toujours au cœur de l'activité des juges européens	320
II. La PSDC: de la gestion des crises... aux « progrès » de l'Europe de la défense	328
A. Un bilan des opérations et des missions de gestion de crise marqué par la création d'une nouvelle mission militaire	328
B. La facilité européenne pour la paix: des fonts baptismaux aux premières mises en œuvre	337
C. Une Europe de la défense en (bonne?) marche: FEDef, CSP et boussole stratégique	343
 Droit et contentieux de la politique commerciale commune	
PAR Christine KADDOUS, Alexandra FERENTINOU ET Elisabet RUIZ CAIRÓ	349
I. Aspects commerciaux de la propriété intellectuelle	350
A. État de la protection des droits de propriété intellectuelle dans les États tiers	350
B. Accord UE-Chine sur les indications géographiques	351

C. Suivi des négociations sur les droits de propriété intellectuelle à l'OMC	352
II. Politique d'exportation de l'Union européenne	353
A. Règlement sur l'exportation des biens à double usage	353
B. Restrictions à l'exportation adoptées en lien avec la crise sanitaire	356
III. Protection de l'Union et de ses États membres contre la coercition économique exercée par des États tiers	358
IV. Commerce et développement durable	364
A. Nouvel élan dans les discussions en matière de développement durable à l'OMC	364
B. Accords bilatéraux conclus par l'Union européenne en matière de développement durable	367
V. Marchés publics	369
VI. Contentieux de la politique commerciale commune	371
A. Contentieux des mesures de défense commerciale devant la Cour de justice	371
B. Règlement de différends dans les accords commerciaux conclus par l'Union européenne	400
 Marché intérieur	
PAR Claude BLUMANN	411
I. Les frontières de la LCM	413
A. LCM et autres libertés et politiques	413
B. LCM et impositions intérieures	415
II. Les entraves à la libre circulation	417
A. Les produits agricoles	417
B. Les médicaments	422
 Droit d'établissement et libre prestation des services	
PAR Édouard DUBOUT	427
I. Approche transversale: sécurité portuaire et protection des travailleurs	427
II. Droit d'établissement	434
A. Permis de travail des marins étrangers: absence d'entrave	434
B. Faillite: plan de retraite conclu dans l'État d'origine	436

C. Autorisation d'exploitation: composition de l'organe compétent	440
III. Libre prestation des services	441
A. Publicité télévisuelle régionale: pluralisme des médias	441
B. Jeux de hasard: sanctions automatiques	445
 DROIT DES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES D'ENTREPRISES	
PAR Linda ARCELIN	447
I. Compétence	449
A. Compétence internationale	449
B. Répartition des compétences entre la Commission et les autorités nationales	450
C. Compétence juridictionnelle en matière d'actions privées	452
II. Procédure	454
A. Enquête	454
B. Prescription	455
C. Droits de la défense	458
D. Procédures négociées	459
III. Ententes anticoncurrentielles	464
A. Restrictions par objet: les nouvelles leçons de l'affaire du « Dieselgate »	465
B. Participation à une entente: lorsque le doute ne profite pas à l'accusé... ..	468
C. Révision du règlement (UE) n° 330/2010	470
IV. Abus de position dominante: confirmation de la décision <i>Google Shopping</i>	474
A. Pratique de favoritisme	475
B. Théorie des facilités essentielles	480
C. Pratiques discriminatoires	482
D. Justifications objectives	484
V. Sanctions	485
A. Imputabilité	485
B. Calcul de l'amende	491

Politique agricole commune

PAR Marc BLANQUET	495
I. Cadre général de la PAC	495
A. Cadre interne	496
B. Cadre international	505
C. Cadre financier	507
II. Mesures relatives aux marchés agricoles	510
A. Gestion de crise	510
B. Statistiques agricoles	512
C. Modes de production agricole	514
III. Développement rural	515
A. Demande d'un pacte rural	515
B. Vision à long terme pour les zones rurales	516
C. Concrétisation: le Forum des villages de start-up	517
IV. « Troisième pilier » de la PAC: qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	517
A. Qualité des produits agricoles	517
B. Promotion des produits agricoles	520
C. Alimentation saine	522
D. Bien-être animal	522

Transports

PAR Vincent CORREIA, Loïc GRARD ET Sébastien MARTIN	525
I. Transports terrestres	528
A. Crise sanitaire et transports terrestres	528
B. Réforme du mécanisme pour l'interconnexion en Europe	530
C. Réforme du règlement sur le droit des passagers ferroviaires	531
II. Transport aérien	534
A. Aides d'État	536
B. Droits des passagers	541
C. Politique aérienne internationale	545
III. Transport maritime et navigation intérieure	550
A. Les droits des passagers maritimes enfin au cœur de l'actualité jurisprudentielle	550

B. Desserte des îles, continuité territoriale, aides d'État: après la Corse, la Sicile	552
Politique de cohésion économique, sociale et territoriale	
PAR Nathalie RUBIO	557
I. La réforme du cadre législatif de la politique de cohésion et sa mise en œuvre	558
A. L'adoption du paquet législatif portant réforme de la politique de cohésion pour la période 2021-2027	559
B. L'adoption des actes réglementaires de mise en œuvre pour la période 2021-2027	563
II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne	564
A. Des confirmations relatives à la recevabilité des recours et aux corrections financières	564
B. Protection des bénéficiaires et politisation de la politique de cohésion	566
C. Délimitation de la politique de cohésion	567
Santé publique	
PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON	571
I. Les objectifs généraux du programme santé publique	573
A. Promotion de la santé et prévention des maladies	573
B. Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé	576
C. La stratégie pharmaceutique de l'Union: pour des médicaments et des dispositifs médicaux accessibles, disponibles et à caractère abordable	579
D. Renforcement de la résilience des systèmes de santé	582
II. De quelques aspects contentieux	584
A. Soins de santé transfrontaliers	585
B. Contentieux pharmaceutique	587
C. Normes de qualité et de sécurité – interprétation de la directive 2002/98/CE	590

Protection de l'environnement

PAR Ludwig KRÄMER	593
I. Le changement climatique	593
A. La loi sur le climat	593
B. L'adaptation des législations aux nouveaux objectifs	594
C. Le Fonds pour une transition juste	596
D. La taxinomie verte	597
E. La Cour de justice et le changement climatique	598
II. Droits procéduraux	599
A. Accès à l'information en matière d'environnement	599
B. L'accès à la justice	601
C. Le règlement LIFE	603
III. Le contrôle de l'application du droit de l'environnement	604
A. Les procédures selon les articles 258 et 260 TFUE	604
B. La protection de l'environnement par le droit pénal	606
C. Le Parlement européen et l'application du droit	606
D. Les rapports de mise en œuvre de la Commission	607
IV. Protection de la biodiversité	609
A. Le plomb dans la munition de chasse	609
B. La directive 92/43	609
C. La protection des sols	610
D. La CJUE et la capture des oiseaux par gluaux	611
E. Protection des eaux	612
F. Protection de l'air	613
G. Produits	615
H. Déchets	616

Consommation

PAR Agnieszka JABŁONOWSKA ET Hans-W. MICKLITZ	619
I. Propositions législatives	620
A. Marchés numériques	620
B. Crédits à la consommation	621
II. Lignes directrices sur le droit des consommateurs	622
III. La jurisprudence	624
A. Les clauses abusives	624

B. Les pratiques commerciales déloyales	626
C. Responsabilité	628
D. Application collective	629
Union économique et monétaire	
PAR FRANCESCO MARTUCCI	631
I. Union monétaire	631
A. Les immunités dans l'Eurosystème	632
B. La notion de monnaie	638
C. La politique monétaire	650
II. Gouvernance économique	655
A. L'assouplissement des contraintes budgétaires	655
B. Next Generation EU	660
Énergie	
PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER	665
I. Le fonctionnement du marché intérieur	669
A. Un marché sécurisé	669
B. Un marché concurrentiel	670
C. Un marché interconnecté	679
D. Un marché fiscalisé	680
II. La protection de l'environnement	683
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre	684
B. La promotion de l'efficacité énergétique	690
C. Le développement des énergies renouvelables	691
Chronique financière	
PAR Lukasz STANKIEWICZ, Aurélie DORT, Messaoud SAOUDI, Benjamin RICOU, Christelle BALLANDRAS-ROZET ET Damien CATTEAU	695
I. L'exécution du budget de l'Union européenne en 2021	696
A. Les budgets rectificatifs d'adaptation	697
B. Une nouvelle ressource effective dès 2021	699
II. Le cadre budgétaire annuel: le budget 2022	700

A. Les différentes étapes de la procédure d'adoption du budget 2022	700
B. Le contenu du budget 2022	701
III. La recherche de nouvelles ressources propres	703
IV. La mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience	705
V. L'emprunt obligataire européen, un préalable à l'attribution des fonds issus du plan de relance Next Génération EU	708
A. Les modalités d'émission et de remboursement de l'emprunt obligataire	708
B. Le standard européen des obligations vertes dynamise le marché international	710
VI. La protection du budget de l'Union européenne par l'instauration d'un régime général de conditionnalité de versement des fonds européens au respect de l'État de droit (règlement 2020/2092 du 16 décembre 2020) – Suite (mais pas fin)	711
VII. L'activité de la Cour des comptes européenne en 2021	713
A. Rapport annuel d'activité	713
B. Rapports spéciaux et documents d'analyse	713
C. Rapports sur l'exécution	714
D. Rapport sur la performance	715
E. Rapports annuels spécifiques	715
 Contrats publics	
PAR Stéphane DE LA ROSA	717
I. Actualité normative en matière de contrats publics	718
A. Propositions visant à rétablir la loyauté de la concurrence dans la commande publique	718
B. Modification des seuils	720
II. Actualité jurisprudentielle relative aux contrats publics	721
A. Champ d'application des principes fondamentaux et des libertés de circulation aux contrats publics	722
B. Contentieux des marchés publics « classiques » (directive 2014/24/UE)	723
C. Contentieux des marchés en réseau (directive 2014/25/UE)	731
D. Contentieux relatifs à la directive « concession » (2014/23)	732
E. Contentieux relatifs aux directives « recours » (89/665/CEE; 2007/66/CE)	735

Droit de la propriété intellectuelle

PAR Yann BASIRE	739
I. Trib. UE, 21 avril 2021, <i>Hasbro, Inc. c/ EUIPO – Kreativni Dogadaji d.o.o.</i> , aff. T-663/19, EU:T:2021:221	739
II. Trib. UE, 12 mai 2021, <i>Bavaria Weed GmbH c/ EUIPO</i> , aff. T-178/20, EU:T:2021:259	742
III. Trib. UE, 24 mars 2021, <i>Andreas Stihl c/ EUIPO – Giro Travel Company</i> , T-193/18, EU:T:2021:163	746
IV. Trib. UE, 14 juill. 2021, <i>Guerlain c/EUIPO</i> , aff. T-488/20, EU:T:2021:443	747

Droit international privé

SOUS LA DIRECTION DE François MAILHÉ	
AVEC LA PARTICIPATION DE Yann LEGRAND ET Chloé SUEL	751
Introduction	751
I. Matière civile et commerciale	752
A. Procédure civile européenne	752
II. Matière familiale et patrimoniale de la famille	767
A. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires	767
B. Droit patrimonial de la famille	771

Questions sociales

PAR Sylvie HENNION	775
I. Évolution des questions sociales dans l'Union européenne en 2020 et 2021	775
A. Covid-19 et politique de soutien à l'emploi	775
B. Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux	776
C. Travailleurs des plateformes	778
D. Dialogue social et place des conventions collectives	779
II. Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail: religion et handicap	781
A. Égalité de traitement en matière de religion: les conditions de validité d'une clause de neutralité dans l'entreprise	781

B. Égalité de traitement en matière de handicap: égalité entre travailleurs handicapés	785
III. Temps de travail: gardes, astreintes et temps de travail des militaires en temps de paix	786
A. La distinction entre temps de travail et temps de repos	787
B. Les conditions de dérogation à l'application de la directive 2003/88: les particularités des forces armées	792
Protection des données personnelles et intelligence artificielle	
PAR Céline CASTETS-RENARD	797
I. Actualité législative du droit des données personnelles et de l'IA	797
A. Les données personnelles	798
B. L'intelligence artificielle	804
II. Actualité jurisprudentielle du droit des données personnelles	810
A. Rôle de l'autorité chef de file et moyens d'agir des autres autorités de contrôle par exception: CJUE, Gde Chbr., 15 juin 2021, <i>Facebook Ireland Limited, Facebook Inc., Facebook Belgium BVBA c/ Gegevensbeschermingsautoriteit</i> , aff. C-645/19, ECLI:EU:C:2021:483	810
B. Protection des consommateurs pour les violations d'une loi sur la protection des données personnelles: CJUE, 28 avril 2022, <i>Meta Platforms Ireland Limited</i> , aff. C-319/20, ECLI:EU:C:2022:322	812
C. Lignes directrices 04/2022 du Comité européen de la protection des données sur le calcul des amendes administratives en vertu du RGPD	813
Sociétés	
PAR Edmond SCHLUMBERGER	815
I. Résolution du Parlement européen du 10 mars 2021 contenant des recommandations à la Commission sur le devoir de vigilance et la responsabilité des entreprises, 2020/2129 (INL)	815
II. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2013/34/UE, 2004/109/CE et 2006/43/CE ainsi que le règlement (UE) n° 537/2014 en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises, 21 avril 2021, COM/2021/189 final	820

III. Jurisprudence – CJUE, 5 ^e ch., 24 mars 2021, A, aff. C-950/19, ECLI:EU:C:2021:230	822
IV. Premier rapport annuel de la Commission européenne sur l'application du règlement n° 2019/452 du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers, 23 novembre 2021	825
 Chronique of the 2020 and 2021 main developments in State aid	
Massimo MEROLA AND Alessandro COGONI	829
I. Introduction: Where is State aid headed?	829
II. The constant evolution of the notion of State aid	830
A. State resources	831
B. Selectivity	834
C. Advantage and MEOP test	839
D. Conclusion on the notion of State aid	845
III. Increased flexibility in the assessment of compatibility with the internal market	846
A. The pandemic and invocation of the emergency legal basis	846
B. The Hinkley Point judgment	850
C. The EU Green Deal and the EU's industrial and digital strategies	853
D. Concluding remarks on compatibility	854
IV. Procedural developments	855
V. The external dimension of State aid: the proposed regulation on the control of subsidies from third countries	861
VI. Conclusion	864
 CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE	
SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD	867
I. Recueils de textes et de jurisprudence	867
II. Manuels	879
III. Thèses	885
IV. Monographies	903
V. Ouvrages collectifs	912
VI. Ouvrages de synthèse	922

REVUE DES REVUESSOUS LA RESPONSABILITÉ DE **Fabrice PICOD**COORDINATEUR **Morgan DE WALSCHE**

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE **Carla ALBANESE, Coline ABEILLE, Félix ARTUS, Erwan BODEVEN, Renan BODIN, Thomas CARACACHE, Diane DE CHARRETTE, Salomé COHEN, Morgan DE WALSCHE, Pauline DUPONT, Alexandre DUWEL, Louis FEILHES, Adèle KAUFFMANN, Martina MENGHI, Mouna MOUNCIF-MOUNGACHE, Félicie REMLINGER**

923

REVUES RECENSÉES 924

SOMMAIRE 926

I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union 927

II. Droit institutionnel 930

III. Droits nationaux et droit européen 937

IV. Appartenance à l'Union 944

V. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union 948

VI. Citoyenneté européenne 963

VII. Contentieux 966

VIII. Relations extérieures 974

IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice 980

X. Libertés de circulation 989

XI. Fiscalité et douanes 992

XII. Concurrence 994

XIII. Union économique et monétaire 1004

XIV. Propriété intellectuelle 1011

XV. Autres actions et politiques communes 1013

Index de jurisprudence 1031